

MAITRE D'OUVRAGE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**REMISE EN SERVICE DE LA STATION D'AVITAILLEMENT
DU PORT DE BANDOL**

**Marché à procédure adaptée
(Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)
COMMUN A TOUS LES LOTS**

PRÉAMBULE

POUVOIR ADJUDICATEUR

SEML SOGEB

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEB

OBJET DE LA CONSULTATION

TRAVAUX DE REMISE EN SERVICE DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DU PORT DE BANDOL

CADRE DE LA CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

ORDONNATEUR

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEB

REPRESENTANT DE LA PERSONNE CONTRACTANTE

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEB

SIGNATAIRE DES PAIEMENTS

MONSIEUR LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA SOGEB

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 : PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 – CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ :	6
3.2 – CONTENU DES PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES :	6
3.2.1 – CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ	6
3.2.2 – RÈGLEMENT DES COMPTES	7
3.2.3 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
3.3 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	7
3.3.1 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
3.3.2 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
3.4 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS	8
3.4.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS AVEC LES SOUS-TRAITANT :	8
3.4.2 DÉPENSES LIÉES AU NETTOYAGE DU CHANTIER :	9
3.4.3 - DÉPENSES DIVERSES SUR COMPTE PRORATA :	9
ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	9
4.1- DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	9
4.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	10
4.3 - PÉNALITÉS	10
4.3.1 – PÉNALITÉS DE RETARD	10
4.3.2 – PÉNALITÉS LIÉES À UNE MAUVAISE EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	10
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	11
5.1 - GARANTIE FINANCIÈRE	11
5.2 - AVANCE FORFAITAIRE	11
5.3 - AVANCE FACULTATIVE	11
ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	11
ARTICLE 7 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol (83150).

Contexte : la Sogeba souhaite remettre en service cette station qui est arrêtée depuis le début de l'année 2018 en raison d'infiltrations d'eau dans les cuves.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la **Capitainerie du Port**, jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour la durée des travaux à compter de sa notification jusqu'à la réception sans réserve desdits travaux.

Il ne fera pas l'objet d'une reconduction.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

La présente consultation est divisée en trois lots :

- Lot n°1 : Génie civil pistes
- Lot n°2 : Tuyauteries pétrolières
- Lot n°3 : Electricité pistes

Les candidats pourront répondre à un ou plusieurs lots.

1.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INGEOLE Consulting
Agence de Lyon
350, rue Barthélémy Thimonnier
69530 BRIGNAIS

Tél : +33 (0) 4 72 75 67 15
Fax : +33 (0) 4 78 59 72 65

Représentant de la société : Ange MERCADO

1.5 - Clause environnementale

La Sogeba, soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Le titulaire est engagé pour l'ensemble des éléments relatifs à l'environnement renseignés dans son mémoire technique.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) afférent à chaque lot et ses annexes éventuelles, dont seul fait foi l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun aux trois ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun aux trois lots et son annexe ;
- La Décomposition du Prix global et Forfaitaire afférente à chaque lot ;
- Le mémoire justificatif des dispositions envisagées par le titulaire pour l'exécution des prestations dont seul fait foi l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles ou entre les dispositions d'un même document, la disposition la plus favorable à la commune sera retenue.

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur ;
- Les normes françaises et européennes, ainsi que les avis techniques en vigueur.

Bien que non matériellement joints au présent Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques, ces documents sont réputés connus du titulaire et les parties contractantes en reconnaissent le caractère contractuel.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 : PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 – Caractéristiques des prix du marché :

Le marché est conclu à prix ferme et définitif pendant toute la durée du marché.

3.2 – Contenu des prix et règlement des comptes :

3.2.1 – Contenu des prix du marché : Le contenu des prix est défini à l'article 10 du CCAG applicables aux marchés publics de Travaux. Les prix sont réputés comprendre les dépenses énumérées ci-après, à titre indicatif et non limitatif :

- tous les frais, aléas et bénéfices inhérents à l'entreprise ;
- les dépenses d'entretien des installations ;
- la fourniture et le transport des matériaux, y compris tous les déchets d'emploi ;

- la main d'œuvre et l'outillage nécessaires à la parfaite exécution de la prestation ;
- les coûts d'études de détails, les calculs et plans nécessaires à l'exécution des travaux commandés ;
- toutes les charges induites (nettoyage, installation de chantier, assurances, contraintes d'exécution, fournitures d'eau, d'électricité, ...) ;
- les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des bâtiments ;
- la propreté du chantier tout au long de l'exécution des travaux dont le titulaire a la charge ;
- l'évacuation des déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre ;
- le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations que le titulaire a salies ou détériorées ;
- la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.

3.2.2 – Règlement des comptes : Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées, conformément aux décomptes des prestations, les quantités appliquées sont celles exécutées et les prix sont ceux prévus à la DPGF.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.2.3 – Modalités de règlement : Les modalités du règlement des sommes dues au titre du marché sont payées à terme échu conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG applicables aux marchés publics de Travaux. Le titulaire pourra présenter au règlement, suivant les modalités définies par le maître d'œuvre, un acompte mensuel non actualisé.

3.3 – Règlement des comptes du titulaire

3.3.1 - Présentation des demandes de paiement : Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'Acte d'Engagement
- la prestation exécutée
- le montant hors taxe du service en question
- le prix des prestations accessoires
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total des prestations livrées ou exécutées
- la date de facturation
- le numéro du marché

Le titulaire du marché envoie au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, sa demande de paiement.

Cet envoi est effectué à :

SOGEB

Capitainerie du Port
83150 BANDOL
Ou

Par courriel à :

marches@portbandol.fr

La date certaine de réception est la date d'arrivée chez le Pouvoir adjudicateur, c'est le point de départ du délai de paiement.

Si ces formalités de transmission ne sont pas respectées, la demande de paiement est réputée non recevable car non conforme aux spécifications du marché. Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des demandes de paiement conformes aux spécifications du marché.

3.3.2 – Délai global de paiement : Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) seront payées dans le délai global de 30 jours à réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Ces intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision ou de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

3.4 - Répartition des paiements

3.4.1 - Répartition des paiements avec les sous-traitant :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.4.1.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments prévus aux articles 134 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

3.4.1.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
 - En cas de sous-traitance : Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement

3.4.2 Dépenses liées au nettoyage du chantier :

Pour le nettoyage du chantier :

- le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais ;
- le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- le titulaire a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais de l'entreprise défaillante, une entreprise de nettoyage extérieure.

3.4.3 - Dépenses diverses sur compte prorata :

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé :

- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - ♦ l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - ♦ la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

En fin de chantier, il effectuera la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

4.1- Délai d'exécution des travaux

Les travaux débuteront au plus tôt le lundi 28 mai 2018 et devront se terminer au plus tard le vendredi 29 juin 2018. Le titulaire peut s'engager dans un délai plus court en l'indiquant dans l'article 3.3 de l'Acte d'Engagement.

La durée d'exécution comprend :

- La période de préparation du chantier à compter de la date de notification du marché portant commencement d'exécution.
- Les délais d'exécution des travaux, et des opérations de nettoyage de fin de

chantier, le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages dans les conditions du CCTG et/ou du CCTP.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'Ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

En cas d'entrave à l'exécution des travaux du fait des conditions climatiques, le(s) délai(s) d'exécution est (sont) prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins l'un des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité et durée limites
Vent sur site	100 km/h pendant 4 heures consécutives
Pluie sur site	150 mm/jour
Houle locale	Houle provoquant des franchissements importants de l'ouvrage

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à un supplément de prix.

L'Entrepreneur devra prévenir immédiatement le Maître d'Œuvre en cas d'arrêt des travaux.

4.3 - Pénalités

4.3.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20 du Cahier des Clauses Administratives Générales de Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 500 euros HT par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés ou du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros HT par jour calendaire de retard.

4.3.2 – Pénalités liées à une mauvaise exécution du marché

Le titulaire encourt une pénalité de 150 euros HT par jour calendaire de retard en cas :

- de nettoyage absent ou partiel des zones de travaux sur lesquelles il est intervenu ;
- de repliement des installations de chantier et remise en état des lieux absente ou partielle sur les zones de travaux du bâtiment sur lesquelles il est intervenu.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Au fur et à mesure des travaux, le titulaire procède au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G., sans préjudice d'une pénalité de 150 Euros HT par jour calendaire de retard.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 - Garantie financière

Aucune retenue de garantie n'est exigée.

5.2 - Avance forfaitaire

Sans objet.

5.3 - Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

ARTICLE 7 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

7.2 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.3 - Organisation, sécurité

7.3.1 - Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans objet.

7.3.2 - Installations à réaliser par le titulaire

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire : se référer au CCTP.

7.3.3 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

La garde des ouvrages et installations des travaux en cause sera assurée par le titulaire.

7.3.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

7.3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail (plan de prévention ou coordination sécurité et protection de la santé) ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné le cas échéant, dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

ARTICLE 8 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

8.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des livrables et prestations fournies par le Titulaire au titre du présent marché.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté par celle-ci, sont opposables au titulaire.

8.2 - Réception

Le titulaire avise le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : celui-ci aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.

Les opérations de réception des travaux doivent être exécutées au plus tard à la date de fin des travaux indiquée à l'article 3.3 de l'acte d'engagement. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent conjointement de la date de réunion au cours de laquelle ces opérations de réception seront menées.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal.

8.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.5 - Documents fournis après réception

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du C.C.A.G et du C.C.T.P.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 4 ci-dessus.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis, le cas échéant, au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

8.6 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

8.7 - Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1245-1 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation décennale établissant l'étendue de la responsabilité.

9.2 – Conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché. Il s'engage à informer sans délai l'administration ou son représentant de tout événement ou difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des travaux objet du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les pièces contractuelles.

9.3 – Qualité et continuité de service

Conformément aux stipulations afférentes notamment au respect des délais et à la sécurité, le titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, un niveau maximal de qualité des conditions de réalisation des prestations.

Le titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des fournitures et des travaux au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art et de respecter le caractère permanent de la disponibilité du service et en conséquence, particulièrement, l'absence de défaillance des moyens de diverses natures fournis par lui pour exécuter le présent accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des fournitures à mettre en œuvre pour réaliser les travaux prévus par le présent accord-cadre et assurer leur bonne fin.

Par ailleurs, il appartient au titulaire de maintenir pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de connaissance du domaine concerné et de qualité des travaux effectués, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre. À ce titre, il relève de la responsabilité du titulaire d'assurer notamment la formation de son personnel.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

En cas d'inexécution des travaux dans les délais impartis, ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder à un tiers l'exécution des travaux prévus par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, la décision lui sera notifiée dans la lettre de résiliation.

ARTICLE 11 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants :

Dérogations aux C.C.A.G. Travaux :

- L'article 2 A) déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux.
- L'article 3.2.1 déroge à l'article 31.4.4 du CCAG Travaux.
- L'article 4.3 déroge à l'article 20.1 du CCAG Travaux.